Addis-Abeba : L'AUF au cœur du dialogue mondial sur la formation des enseignants

MALI 2059

L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 27 NOVEMBRE 2026

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



COP31 : la Terre brûle, mais il faut que le pétrole coule



Élevage et pêche : La FAO réaffirme son engagement aux côtés du Mali



Côte d'Ivoire : Les États-Unis misent sur les industries extractives et l'énergie

Sommaire

P.04



P.25



P.26



UNE / COP31 : la Terre brûle, mais il faut que le pétrole coule **P 04**

BRÈVES /
Forum MEDays 2026 : Évariste Ndayishimiye à Tanger **P 24**
Commerce extérieur : Le Mali, premier client africain de la Côte d'Ivoire **P 24**
Élevage et pêche : La FAO réaffirme son engagement aux côtés du Mali **P 25**
Côte d'Ivoire : Les États-Unis misent sur les industries extractives et l'énergie **P 26**

ACTUALITÉ /
États généraux de l'élevage et de la pêche : Le Mali engage une réflexion stratégique pour renforcer sa souveraineté alimentaire et nutritionnelle **P 29**
Djenné : L'urgence d'agir pour sauver l'authenticité d'une ville millénaire **P 32**

POLITIQUE /
Addis-Abeba : L'AUF au cœur du dialogue mondial sur la formation des enseignants **P 35**
Ségou : La Police nationale veut assainir le processus de notation et d'avancement **P 37**

CULTURE & SOCIETÉ /
Biennale de Dakar 2026 : Mamou Daffé plaide pour une économie africaine portée par la culture **P 40**

INTERNATIONAL /
Modernisation à la chinoise : les variables clés de la logique de développement de la Chine **P 42**
Union africaine-CEDEAO : Pour une intégration régionale renforcée **P 45**

SPORT / Ligue 1 Pro Orange : La FEMAFOOT récompense les supporters **P 47**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

COP31 : la Terre brûle, mais il faut que le pétrole coule

À Antalya, les intérêts du présent ont hypothéqué l'avenir de l'humanité et l'Afrique a, une fois encore, été priée d'attendre



Illustration éditoriale



Par Dr Hamed Sow

Ancien ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali — Expert international

Le dimanche 22 novembre 2026, à 19 h 33, heure d'Antalya, le marteau de la présidence est tombé sur un constat d'échec. Près de cinquante heures après l'heure prévue de clôture, au terme de la conférence la plus longue de l'histoire des COP, près de deux cents pays se sont séparés sans adopter le « Pacte d'Antalya ». Le projet de texte ne mentionnait même plus les mots « pétrole », « gaz » ou « charbon ». Et la demande africaine d'un débat sur le financement de l'adaptation avait été écartée dès le premier jour. Retour sur un naufrage qui n'a rien d'un accident.

La Terre brûle. Les glaciers fondent, les océans se réchauffent, le niveau des mers atteint des records. Des populations entières perdent leurs terres, leurs maisons, leurs troupeaux. Des milliers d'êtres humains meurent chaque année dans des catastrophes dont le dérèglement climatique décuple la violence.

Mais il faut que le pétrole coule. Que le gaz continue d'irriguer les marchés. Que le charbon reste rentable. Que les dividendes tombent et que les caisses se remplissent.

Tel est le paradoxe, vertigineux, que vient d'exposer au grand jour la 31e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, réunie du 9 au 22 novembre 2026 à Antalya, en Turquie, sous une présidence partagée entre la Turquie et l'Australie. **Pour la première fois depuis Copenhague en 2009, une COP s'est achevée sans adopter sa décision politique principale.**

Dans une précédente tribune, « L'autre guerre que le Sahel ne peut pas perdre », nous avions décrit la désertification, cette menace silencieuse qui ronge nos terres. Il s'agit aujourd'hui de remonter à la source : comprendre les mécanismes économiques, financiers et politiques qui empêchent l'humanité de répondre à une menace que la science a établie depuis longtemps.

Trois questions guideront notre réflexion. Comment des dirigeants parfaitement informés peuvent-ils refuser de nommer la cause du mal ? Comment l'accumulation de richesses immédiates peut-elle l'emporter sur l'avenir de leurs propres descendants ? Et pourquoi l'Afrique, qui a si peu contribué au problème, en paie-t-elle une part si disproportionnée ?

I. 2025-2026 : quand l'avenir est devenu le présent

Pendant des décennies, les scientifiques nous ont parlé du climat de 2050 ou de 2100. Ces horizons paraissaient assez lointains pour que les responsables politiques diffèrent les décisions difficiles. Cette époque est révolue : le changement climatique n'est plus une prévision, c'est notre quotidien.

1. Une planète qui collectionne les records

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les douze dernières années (2015-2026) sont les douze plus chaudes jamais mesurées, et les quatre dernières occupent les quatre premières places. Les océans, qui absorbent 90 % de l'excès de chaleur, battent leur record de chaleur pour la dixième année consécutive.

Année	Réchauffement mondial par rapport à 1850-1900
2024	+1,55 °C — année la plus chaude jamais mesurée
2025	+1,44 °C (± 0,13 °C)
2026 (janvier-septembre, provisoire)	+1,47 °C — chiffre appelé à augmenter avec un épisode El Niño qui s'annonce le plus fort jamais observé

Source : OMM, analyse consolidée 2025 et State of the Climate Update 2026 (9 novembre 2026).

Ces chiffres doivent être lus avec rigueur. Le dépassement ponctuel de 1,5 °C une année donnée ne signifie pas que le seuil de long terme de l'Accord de Paris, qui se mesure sur une moyenne de vingt ans, est franchi. Mais le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) l'a reconnu cette année : le réchauffement est désormais appelé à dépasser 1,5 °C. Le débat ne porte plus sur la manière de l'éviter, mais sur l'ampleur et la durée du dépassement.

2. Des catastrophes qui ne sont plus exceptionnelles

Les inondations meurtrières de Mokwa au Nigeria et de Kinshasa en République démocratique du Congo en 2025, les sécheresses à répétition dans la Corne de l'Afrique, les crues himalayennes d'août 2026 au Népal, les incendies et canicules en Europe : aucun continent n'est épargné. Les glaciers ont perdu plus de 400 milliards de tonnes de glace en 2025, l'équivalent de cinq piscines olympiques chaque seconde.

Toutes ces catastrophes ne sont pas imputables au seul climat : urbanisation anarchique, déforestation, mauvaise gestion des bassins versants et infrastructures insuffisantes y ont leur part. Mais le réchauffement agit comme un multiplicateur de vulnérabilités : il rend plus probables et plus intenses des événements qui frappent d'abord ceux qui sont le moins armés pour y faire face.

POUR COMPRENDRE — POURQUOI 1,5 °C, C'EST ÉNORME

Pour un habitant de Bamako, de Niamey ou de Ouagadougou, 1,5 °C peut paraître dérisoire : la température varie de quinze degrés entre l'aube et l'après-midi. Mais ce chiffre ne désigne pas la température d'une ville. C'est la hausse moyenne de tout le système climatique mondial — atmosphère, océans et terres émergées.

Une telle hausse représente une quantité colossale d'énergie supplémentaire. Or une atmosphère plus chaude retient environ 7 % de vapeur d'eau en plus par degré : les pluies, quand elles viennent, sont plus violentes. Dans le même temps, la chaleur accélère l'évaporation et assèche les sols.

Voilà pourquoi une planète plus chaude connaît à la fois plus d'inondations et plus de sécheresses. Le changement climatique n'est pas qu'une affaire de thermomètre : c'est la perturbation des grands équilibres qui rendent la vie humaine possible.

II. Ce que nous dit exactement le GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, ou IPCC en anglais) a été créé en 1988 par l'OMM et le PNUE. Contrairement à une idée répandue, ce n'est ni une organisation militante ni un laboratoire : il ne mène pas lui-même les recherches et ne dicte aucune politique. Il **évalue l'état des connaissances** à partir de milliers de publications scientifiques, et ses résumés sont approuvés ligne par ligne par les gouvernements eux-mêmes — y compris ceux des pays producteurs de pétrole.

Son sixième rapport d'évaluation, dont la synthèse a été publiée le 20 mars 2023, reste à ce jour la dernière grande évaluation intégrée du climat mondial. Il ne faut pas le confondre avec les bulletins annuels de l'OMM et du PNUE, qui actualisent les observations et les trajectoires d'émissions.

1. Trois questions, trois groupes de travail

Groupe	Domaine	Question fondamentale
Groupe I	Sciences physiques du climat	Pourquoi et comment le climat change-t-il ?
Groupe II	Impacts, vulnérabilité, adaptation	Quelles conséquences pour les sociétés et les écosystèmes ?
Groupe III	Atténuation	Comment réduire les émissions et limiter le réchauffement ?

2. L'origine humaine du réchauffement n'est plus discutable

Le rapport de synthèse est sans ambiguïté : les activités humaines ont, sans équivoque, provoqué le réchauffement observé. La combustion du charbon, du pétrole et du gaz, la déforestation et certaines pratiques agricoles et industrielles accroissent la concentration des gaz à effet de serre :

- le dioxyde de carbone (CO_2), issu principalement des énergies fossiles ;
- le méthane (CH_4), émis notamment par l'exploitation des hydrocarbures, l'élevage et les décharges ;
- le protoxyde d'azote (N_2O), lié en particulier aux engrais azotés ;
- les gaz fluorés, d'origine industrielle.

Le CO_2 présente une particularité redoutable : une partie de ce que nous émettons aujourd'hui influencera encore le climat dans plusieurs siècles. Les conséquences de nos décisions économiques dépassent donc de très loin la durée de vie des gouvernements, des entreprises… et de leurs dirigeants.



Les cinq scénarios du GIEC (AR6).

3. Cinq futurs possibles

Le GIEC ne prédit pas l'avenir : il décrit des trajectoires possibles selon les choix de l'humanité en matière de développement, d'énergie et d'émissions.

Scénario	Niveau d'émissions	Réchauffement estimé en 2081-2100
SSP1-1.9	Très faible	1,4 °C
SSP1-2.6	Faible	1,8 °C
SSP2-4.5	Intermédiaire	2,7 °C
SSP3-7.0	Élevé	3,6 °C
SSP5-8.5	Très élevé	4,4 °C

Source : GIEC, sixième rapport d'évaluation (AR6). Estimations centrales par rapport à 1850-1900.

Ces écarts paraissent modestes ; ils séparent pourtant des mondes radicalement différents. À +3 ou +4 °C, des régions entières connaîtraient des chaleurs dangereuses pour l'organisme humain, les rendements agricoles s'effondreraient par endroits et la capacité d'adaptation de nombreuses sociétés serait dépassée. Pour le Sahel, dont l'économie repose directement sur la pluie, le sol et le pâturage, c'est une question d'existence.

4. Les riches peuvent-ils échapper au changement climatique ?

Le GIEC estime qu'entre 3,3 et 3,6 milliards d'êtres humains vivent dans des conditions de forte vulnérabilité climatique. Entre 2010 et 2020, la mortalité due aux inondations, sécheresses et tempêtes a été quinze fois plus élevée dans les régions très vulnérables que dans les régions les mieux protégées.

L'argent protège, c'est vrai. Il paie les digues, la climatisation, les barrages, les assurances, et au besoin le départ vers des territoires moins exposés. Mais le GIEC rappelle qu'il existe des limites physiques à l'adaptation. On ne reconstitue pas un glacier. On ne ressuscite pas une espèce disparue. On n'achète pas la stabilité des courants océaniques. La richesse est une protection relative ; elle ne permet pas de s'affranchir des lois de la nature. C'est précisément ce que devraient méditer ceux qui ne voient le monde qu'à travers un bilan comptable.

5. Rien n'est encore joué

Le message du GIEC n'est pas que la bataille est perdue. Il est que chaque fraction de degré compte. Même si 1,5 °C est dépassé, 2 °C vaudra infiniment mieux que 3 °C, et 3 °C mieux que 4 °C. Il n'existe aucune justification scientifique au renoncement.

QUAND LA SCIENCE ELLE-MÊME DEVIENT UN ENJEU DE NÉGOCIATION

Le septième cycle d'évaluation du GIEC n'a toujours pas de calendrier arrêté. À Antalya, l'Arabie saoudite, l'Inde et la Chine ont plaidé pour que le prochain grand rapport soit repoussé à 2029, contre l'avis de l'Union européenne notamment, qui souhaite qu'il soit disponible à temps pour le deuxième bilan mondial de l'Accord de Paris, en 2028.

Riyad s'en défend et invoque le besoin d'une participation suffisante des scientifiques des pays en développement. Mais l'effet est clair : retarder la science, c'est retarder la pression qu'elle exerce sur les décisions.

III. Antalya : autopsie d'un échec

Pour comprendre pourquoi Antalya a échoué, il ne suffit pas de lire les communiqués. Il faut regarder les intérêts que chaque délégation était venue défendre.

1. De Dubaï à Antalya : deux mots qui dérangent

À la COP28 de Dubaï, en 2023, les États avaient pour la première fois accepté d'écrire noir sur blanc la nécessité d'une « **transition hors des énergies fossiles** dans les systèmes énergétiques ». C'était un compromis prudent : ni interdiction du pétrole, ni fermeture immédiate des centrales à charbon, ni calendrier de sortie du gaz. Simplement la reconnaissance qu'on ne contiendra pas le réchauffement sans transformer nos systèmes énergétiques.

Deux ans plus tard, à Belém, plus de quatre-vingts pays réclamaient une feuille de route pour mettre en œuvre cette transition ; ils n'ont pas obtenu gain de cause. À Antalya, ces deux mots sont devenus le point de rupture.

2. L'offensive des défenseurs des énergies fossiles

Dès la première semaine, l'Arabie saoudite a affirmé qu'**aucune source d'énergie ni aucun secteur ne devait être ciblé**. Le Groupe arabe s'est opposé à toute référence aux feuilles de route de la présidence brésilienne de la COP30. La Russie a rejeté toute formulation sur les combustibles fossiles, en soutenant que le pétrole et le gaz ont encore leur place dans des trajectoires compatibles avec 1,5 °C. Et Riyad a protesté contre l'idée que le captage du carbone puisse relever de l'écoblanchiment.

Le résultat ? La version « finale » du projet de Pacte, publiée vers 3 heures du matin le dimanche 22 novembre, ne nommait plus ni le pétrole, ni le gaz, ni le charbon. Près de deux cents nations réunies pour combattre le réchauffement climatique se montraient incapables de nommer, dans leur texte principal, les ressources responsables d'environ deux tiers des émissions de gaz à effet de serre.

« Nous n'approuverons pas un Pacte d'Antalya qui ne mentionne même pas les énergies fossiles. » — Union européenne, plénière de clôture

L'Union européenne, le Royaume-Uni, la Norvège, le Panama, les Îles Marshall, le Vanuatu, le Belize et d'autres — au moins trente-deux pays au total — ont refusé le texte. Faute de consensus, le Pacte n'a pas été adopté. L'absence de ces mots n'était pas une maladresse de rédaction : elle traduisait la collision frontale entre des intérêts économiques considérables et un impératif de survie collective.

3. Pourquoi le pétrole est-il si puissant ?

Parce que le pétrole et le gaz ne sont pas des marchandises comme les autres. Ce sont des instruments de souveraineté, des leviers géopolitiques, des sources majeures de recettes publiques et des piliers de l'économie mondiale.

Ressource	Principaux usages	Enjeux économiques
Pétrole	Transports, pétrochimie, industrie	Exportations, fiscalité, profits
Gaz naturel	Électricité, chauffage, engrais, industrie	Sécurité énergétique, compétitivité
Charbon	Électricité, sidérurgie	Emplois, production industrielle

Un calcul simple donne l'ordre de grandeur. Une consommation mondiale d'environ 100 millions de barils par jour, à 75 dollars le baril, représente un chiffre d'affaires brut de quelque **2 740 milliards de dollars par an** — pour le seul pétrole brut. Ce n'est ni le bénéfice des compagnies ni les recettes des États, mais cela donne la mesure de ce qui est en jeu, avant même d'ajouter le gaz, le charbon, le raffinage, la pétrochimie et la finance qui gravite autour.

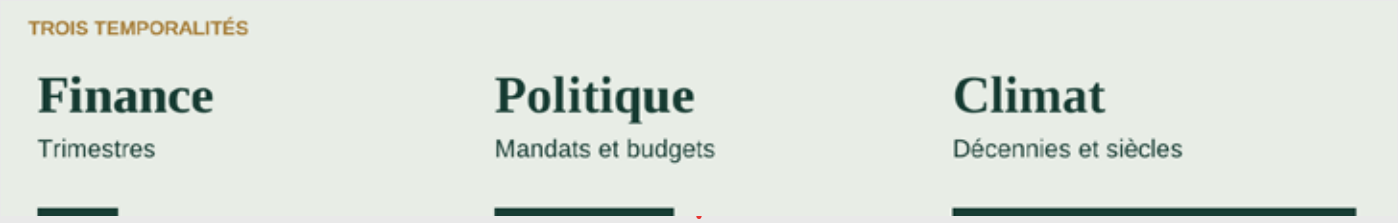
Comparons : les pays développés ont fourni en 2024 entre 28 et 32 milliards de dollars de financement public international pour l'adaptation des pays en développement. **Soit à peine plus de quatre jours de chiffre d'affaires pétrolier mondial.**

La transition énergétique remet en cause une architecture économique bâtie sur plus d'un siècle d'investissements. Il serait naïf de croire qu'elle se fera sans résistance.

4. Le captage du carbone : solution ou alibi ?

Les défenseurs des hydrocarbures brandissent volontiers les technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CCS ou CCUS) : capter une partie du CO_2 émis par une installation industrielle, puis le transporter pour l'enfouir ou le réutiliser.

Ces technologies ont une utilité réelle dans les secteurs où les émissions sont difficiles à supprimer, comme la cimenterie. Mais elles sont coûteuses, consomment elles-mêmes de l'énergie, exigent des infrastructures lourdes et ne traitent ni les émissions des véhicules, ni les fuites de méthane le long de la chaîne pétrolière et gazière. Toute la question est là : servent-elles à **accompagner** une véritable baisse des émissions, ou à **justifier** la poursuite indéfinie de l'exploitation fossile ? Limiter les émissions d'activités difficilement substituables n'est pas la même chose que prolonger tous les usages des combustibles fossiles.



Les trois temporalités.

IV. La dictature du court terme

Au cœur de l'échec se trouve une contradiction entre trois temporalités. **Le temps de la finance** est celui des résultats trimestriels, des dividendes et des taux de rendement. **Le temps politique** est celui des mandats électoraux et des budgets annuels. **Le temps du climat**, lui, se compte en décennies, en siècles, parfois en millénaires. Aucune institution humaine n'est spontanément organisée pour arbitrer entre les trois.

1. Des investissements qui engagent plusieurs générations

Un champ pétrolier, un gazoduc, une centrale électrique ou un terminal de gaz naturel liquéfié sont conçus pour fonctionner trente ou quarante ans. Une fois construits, leurs propriétaires ont tout intérêt à les exploiter jusqu'au bout pour les amortir. Chaque investissement fossile décidé aujourd'hui enferme donc l'économie dans une trajectoire d'émissions pour des décennies : c'est ce que les économistes appellent le **verrouillage carbone**.

Pire : la perspective d'une transition peut inciter les détenteurs de réserves à accélérer leur exploitation avant que la demande ne baisse — vendre tant qu'il est encore temps. Ce comportement est rationnel pour un bilan individuel ; il est désastreux pour le bilan collectif.

2. Le pollueur n'est pas le payeur

Les économistes parlent d'**externalité négative** lorsqu'une activité provoque un dommage dont le coût n'est pas supporté par celui qui en tire profit. Les émissions de gaz à effet de serre en sont l'exemple le plus massif de l'histoire. Le prix d'un litre de carburant ne reflète pas le coût des inondations, des sécheresses et des récoltes perdues qu'il contribue à provoquer. Ce coût est transféré à d'autres populations, à d'autres pays, et aux générations futures.

Les profits sont encaissés aujourd'hui, par quelques-uns. Les dommages seront payés demain, par tous. Cette dissociation entre ceux qui gagnent et ceux qui subissent est l'une des causes profondes de la paralysie internationale.



Une génération face au siècle.

3. À quoi serviront les milliards ?

Imaginons un enfant né ce mois-ci, en novembre 2026. Il aura 24 ans en 2050, 49 ans en 2075, 74 ans en 2100. Les scénarios que les décideurs économiques traitent comme des abstractions lointaines décriront, très concrètement, le monde dans lequel il vivra.

Cet enfant pourrait être le petit-fils d'un magnat du pétrole, d'un milliardaire, d'un chef d'État ou d'un ministre présent à Antalya. Les enfants de ces décideurs profiteront peut-être encore pleinement de la fortune accumulée. **Leurs petits-enfants, eux, hériteront des milliards… et de la planète qui va avec**.

De quelles ressources en eau disposeront-ils ? Dans quel état seront les océans, les sols, les forêts ? Quelle sera la stabilité des économies et des sociétés dont dépendra la valeur même de leur héritage ? Une fortune n'a de valeur que dans un monde stable : actions, immeubles et obligations ne valent que ce que valent les économies qui les portent.

À quoi bon hériter de milliards si l'on hérite en même temps d'une planète dévastée ?

La véritable richesse que nous transmettons à nos enfants ne se trouve pas seulement sur nos comptes bancaires. Elle réside dans la qualité du monde que nous leur laissons.

V. Les grandes puissances et leurs contradictions

Il serait cependant trop simple de faire porter tout le poids de l'échec aux seules monarchies pétrolières. L'économie fossile est mondiale : elle lie producteurs, consommateurs, investisseurs, banques et gouvernements dans un réseau d'intérêts entremêlés.

1. Les États-Unis : le grand absent

Premier émetteur historique et premier producteur mondial de pétrole et de gaz, les États-Unis ont quitté l'Accord de Paris — un retrait devenu effectif en janvier 2026 — et n'ont pas pris part aux négociations d'Antalya. Leur priorité affichée à l'expansion des hydrocarbures affaiblit toute la coopération climatique. Paradoxe : aucun pays n'est mieux doté en capacités technologiques, financières et scientifiques pour mener la transition. La question y est donc politique avant d'être économique.

2. La Chine : championne des renouvelables, dépendante du charbon

La Chine domine la fabrication des panneaux solaires, des batteries et des véhicules électriques ; elle a fait chuter le coût mondial des énergies renouvelables. Mais son économie reste fortement dépendante du charbon. Ces deux réalités coexistent : la transition chinoise est à la fois une nécessité environnementale, une stratégie industrielle et une arme de compétitivité.

3. La Russie et les pays exportateurs

Pour des pays dont le budget dépend massivement des hydrocarbures, la transition mondiale menace des équilibres vitaux. Cela explique leurs positions, sans les justifier. Une transition qui ignorerait les conséquences sociales et économiques pour les pays producteurs serait difficile à négocier ; mais une transition indéfiniment repoussée reporte des coûts bien plus lourds sur l'humanité entière. La communauté internationale doit donc aussi offrir à ces pays des perspectives de diversification.

VI. L'Europe : intransigeante sur les mots, prudente sur les chiffres

L'Union européenne a joué un rôle décisif dans le rejet du Pacte d'Antalya. Elle a refusé de cautionner un texte qui ne nommait plus les énergies fossiles. Sur le fond, cette position est cohérente avec la science, et il faut le reconnaître. Mais l'Europe a montré à Antalya un autre visage, qu'il serait malhonnête de passer sous silence : celui d'une puissance exigeante sur les principes, beaucoup plus réservée dès qu'il s'agit de chiffres.



Financement de l'adaptation : deux bases de calcul.

1. Ce que demandait réellement l'Afrique

À Belém, en 2025, tous les États avaient appelé à « au moins tripler » le financement de l'adaptation d'ici 2035. Une question essentielle restait sans réponse : **tripler à partir de quel montant ?**

POUR COMPRENDRE — TRIPLER, OUI, MAIS À PARTIR DE QUOI ?

Tout dépend de l'année de référence retenue. Si l'on part de l'objectif de Glasgow, environ 40 milliards de dollars par an, le triplement donne 120 milliards en 2035. Si l'on part des montants réellement versés en 2019, autour de 20 milliards, il ne donne plus que 60 milliards.

Le choix d'une ligne de base, en apparence technique, peut donc diviser l'engagement par deux. C'est pourquoi le Groupe africain exigeait qu'elle soit fixée explicitement.

Avant même l'ouverture de la conférence, le Ghana, qui préside cette année le Groupe africain de négociateurs, avait demandé par écrit l'inscription d'un point spécifique à l'ordre du jour sur le triplement du financement de l'adaptation. Selon plusieurs observateurs, les pays développés, et l'Union européenne en particulier, s'étaient engagés à Belém à ce que cette question soit traitée cette année. Pourtant, le 9 novembre, la demande a été écartée : l'Union européenne a soulevé des objections, estimant que la décision de Belém ne prévoyait pas de point distinct. Son commissaire au climat, Wopke Hoekstra, a jugé qu'il n'y avait « aucun intérêt » à ouvrir ce chantier.

La suite est édifiante. Le premier projet de décision mentionnait que le financement de l'adaptation « devrait atteindre au moins 120 milliards de dollars » par an. Le projet suivant a supprimé ce chiffre. Selon le Réseau Action Climat, la France, coprésidente des consultations ministérielles sur la finance, aurait proposé de retenir 2019 comme année de référence — ce qui ramènerait l'objectif à environ 60 milliards. **Au final, aucun chiffre ni aucune ligne de base ne figurent dans les textes.**

2. Le paradoxe d'Antalya

Voici donc le tableau. Lors de la plénière finale, le Ghana, au nom du Groupe africain, a indiqué qu'il pouvait soutenir le Pacte, malgré ses lacunes. C'est l'Europe qui l'a rejeté, au nom de l'ambition climatique. La même Europe qui, dix jours plus tôt, avait refusé d'ouvrir le débat sur l'argent dont l'Afrique a besoin pour survivre au réchauffement.

L'Europe estime qu'un accord muet sur les énergies fossiles est inacceptable. L'Afrique estime qu'une promesse d'adaptation sans montant, sans calendrier et sans mécanisme ne l'est pas davantage. Les deux exigences sont légitimes. Mais elles révèlent des priorités différentes : les pays industrialisés insistent sur la réduction des émissions mondiales ; les pays vulnérables insistent sur les moyens de survivre aux conséquences d'émissions qu'ils n'ont presque pas produites. **Aucune diplomatie climatique ne réussira durablement en sacrifiant l'une à l'autre.**

3. Peut-on exiger sans payer ?

Il serait injuste de prétendre que l'Europe n'assume rien : elle a engagé sa propre transition et reste l'un des premiers contributeurs du financement climatique international. Mais sa contribution doit être mesurée à l'aune de ses émissions historiques et de ses capacités financières.

L'industrialisation européenne a reposé pendant deux siècles sur le charbon, puis sur le pétrole et le gaz. Elle a permis l'accumulation du capital, la construction des infrastructures, l'édification de l'État-providence et l'élévation spectaculaire des niveaux de vie. Les pays africains doivent aujourd'hui financer leur propre développement tout en absorbant une partie des conséquences de cette histoire. Les discours sur la responsabilité universelle ne suffisent pas à résoudre cette contradiction. **La crédibilité d'une politique climatique se mesure autant aux moyens qu'elle mobilise qu'à la fermeté de ses déclarations.**

VII. L'Afrique : éternelle victime ?

L'Afrique abrite près d'un cinquième de l'humanité, mais ne représente qu'environ 4 % des émissions mondiales de CO_2 liées à l'énergie. Elle compte pourtant parmi les populations les plus exposées au dérèglement climatique. Cette disproportion est le cœur même de la justice climatique.



Besoins et flux de financement — PNUE, données du manuscrit.

1. La facture de l'adaptation

Le PNUE a publié le 4 novembre 2026 son rapport annuel sur le déficit de financement de l'adaptation, au titre éloquent : Ready? Not (« Prêts ? Pas du tout »).

Indicateur	Montant
Besoins annuels d'adaptation des pays en développement d'ici 2035 (estimation centrale)	≈ 305 milliards $ (jusqu'à 420 milliards $ avec l'inflation)
Financements publics internationaux versés en 2024	28,2 à 31,7 milliards $
Montant atteint en 2035 si le triplement est réalisé (selon la ligne de base)	85 à 120 milliards $
Part des besoins couverte même après triplement	20 à 29 %
Fonds pour les pertes et préjudices : contributions annoncées / demandes reçues	≈ 342 millions $ / 2,8 milliards $

Sources : PNUE, Adaptation Gap Report 2026 ; Carbon Brief (données du Fonds pour les pertes et préjudices).

Autrement dit, **même si la promesse de Belém était tenue, plus de 70 % des besoins resteraient sans financement**. Ces 305 milliards concernent l'ensemble des pays en développement, pas seulement l'Afrique. Mais le continent, par ses contraintes budgétaires et son exposition climatique, est le plus durement frappé par ce déficit. Quant au Fonds pour les pertes et préjudices, célébré en grande pompe en 2023, les demandes qu'il reçoit dépassent de huit fois les ressources annoncées.

POUR COMPRENDRE — LES TROIS DIMENSIONS DU FINANCEMENT CLIMATIQUE

L'atténuation vise à réduire les émissions futures. Exemple : une centrale solaire qui remplace un groupe électrogène au fioul.

L'adaptation vise à réduire les conséquences du changement climatique. Exemples : retenues d'eau, protection des villes contre les crues, semences résistantes à la sécheresse.

Les pertes et préjudices désignent les dommages que ni l'atténuation ni l'adaptation n'ont pu éviter : maisons détruites, terres perdues, populations déplacées, écosystèmes disparus.

Pour l'Afrique, les trois comptent. Mais l'adaptation et les pertes et préjudices sont des urgences vitales.

2. Faut-il s'endetter pour réparer les dégâts causés par d'autres ?

Une large part du financement climatique international prend la forme de prêts, alors que de nombreux pays africains sont déjà étranglés par la dette. Prenons un pays sahélien frappé par de graves inondations. Ses infrastructures sont détruites, ses recettes fiscales baissent, ses dépenses sociales et ses importations alimentaires augmentent. Il emprunte pour reconstruire. Quelques années plus tard, une nouvelle catastrophe emporte une partie des ouvrages financés. Le pays se retrouve plus endetté, sans être plus productif.

C'est le cercle vicieux de la vulnérabilité, de l'appauvrissement et de l'endettement. D'où une règle simple : distinguer les investissements productifs, capables de générer des revenus pour rembourser un emprunt, des investissements de protection, qui produisent surtout des bénéfices sociaux et environnementaux. Pour ces derniers, seuls les dons et les financements très concessionnels sont acceptables.

3. Victime, mais pas seulement

L'Afrique est victime d'un système qu'elle n'a pas construit. Mais se cantonner à ce statut serait une autre manière de subir. Le continent arrive encore trop souvent aux négociations avec des besoins chiffrés de manière approximative, des projets insuffisamment préparés et des positions que les rivalités nationales fragilisent. La justice climatique se réclame ; elle se prépare aussi.

VIII. Le Sahel : le climat, question de souveraineté

Notre précédente tribune a décrit la désertification ; nous n'y reviendrons pas en détail. Il faut en revanche mesurer ce que l'impasse d'Antalya signifie concrètement pour nos économies.

Pour la croissance. Dans nos pays, l'agriculture et l'élevage occupent la majorité de la population active. Une mauvaise campagne agricole ne réduit pas seulement la récolte : elle fait baisser les revenus ruraux, monter les prix alimentaires, chuter la consommation des ménages et prive les industries de transformation de matières premières.

La multiplication des chocs rend la croissance plus instable et moins inclusive.

Pour les finances publiques. Nos États financent déjà la sécurité, l'éducation, la santé, les infrastructures et le service de la dette. Le climat ajoute une nouvelle ligne de dépenses — entretien des ouvrages hydrauliques, protection contre les crues, secours aux sinistrés — qui ne fera que croître. Faute de financements internationaux suffisants, ce sont nos budgets nationaux qui paieront, au détriment d'autres investissements indispensables.

Pour la sécurité énergétique. La variabilité des débits fluviaux affecte l'hydroélectricité ; la chaleur augmente la demande de climatisation et réduit le rendement de certains équipements ; les lignes électriques sont plus exposées aux tempêtes. Le développement du solaire, du stockage et des interconnexions régionales est autant une réponse économique qu'un instrument de résilience.

Pour la cohésion sociale. Le climat n'est pas la cause unique des conflits ni des déplacements de populations. Mais en aggravant la compétition pour l'eau, les terres et les pâturages, il accentue la pauvreté et les fragilités qui nourrissent ces crises. La sécurité ne sera durable que si elle repose aussi sur des territoires productifs, des ressources préservées et des perspectives pour la jeunesse rurale.

IX. L'Afrique doit-elle renoncer à ses hydrocarbures ?

La question mérite d'être posée sans caricature. Plusieurs pays africains possèdent d'importantes réserves de pétrole et de gaz ; certains les exploitent déjà, d'autres comptent sur elles pour financer leur développement. Peut-on exiger d'eux qu'ils renoncent du jour au lendemain aux ressources dont les pays industrialisés ont si largement profité ? La justice climatique impose de reconnaître les différences de responsabilité historique, de capacité économique et de besoins de développement.

Mais l'expérience internationale enseigne aussi que la rente extractive n'est pas une bénédiction automatique : elle crée des dépendances, expose les finances publiques aux soubresauts des marchés et évince souvent les autres secteurs productifs. Il ne s'agit donc ni de reproduire aveuglément le modèle des pays industrialisés, ni d'imposer à l'Afrique un renoncement général. **La vraie question est celle de l'usage des recettes** : serviront-elles à bâtir des économies diversifiées, des infrastructures durables et des systèmes énergétiques moins dépendants des fossiles ?

L'Afrique dispose d'un potentiel solaire, hydraulique, éolien et géothermique considérable. Elle détient aussi une part importante des minerais indispensables à la transition mondiale — et, signe des temps, les « minerais critiques » sont apparus pour la première fois dans une décision de COP à Antalya. Valoriser ces atouts sur place, plutôt que d'exporter des matières brutes, doit servir l'industrialisation, l'emploi et l'accès des populations à une énergie abordable. La transition ne doit pas être vécue comme une contrainte imposée de l'extérieur : elle peut devenir le moteur de la transformation économique du continent.

X. De l'indignation à l'action : les leçons d'Antalya

L'Afrique ne peut se contenter de dénoncer les contradictions des autres. Elle ne peut pas davantage suspendre son avenir au calendrier des conférences climatiques. **La COP32, prévue en Éthiopie en novembre 2027**, sera la deuxième COP africaine en cinq ans, après Charm el-Cheikh. Elle doit être préparée dès maintenant, avec une approche cohérente et des propositions chiffrées.

1. Une diplomatie climatique fondée sur des résultats mesurables

Antalya a montré la vanité des engagements sans montant, sans calendrier et sans modalités. Une position africaine commune devrait exiger une ligne de base explicite pour le triplement de l'adaptation, distinguer systématiquement les fonds annoncés des fonds réellement décaissés, réserver une place prioritaire aux dons pour les pays les plus vulnérables et refuser que l'adaptation soit diluée dans les grandes enveloppes générales du financement climatique.

2. Des projets prêts à être financés

L'insuffisance des financements internationaux est réelle. Mais l'accès aux fonds existants bute aussi, dans plusieurs pays, sur la faiblesse de la préparation des projets : études techniques, évaluations économiques et environnementales, capacités institutionnelles, mécanismes de suivi. Constituer de véritables portefeuilles de projets climatiques, avec l'appui des institutions régionales de développement, améliorerait sensiblement la capacité du continent à mobiliser des ressources. Antalya a d'ailleurs ouvert une porte : le Fonds pour l'adaptation pourra désormais bénéficier d'une part des recettes du nouveau marché carbone de l'Accord de Paris. Encore faudra-t-il être prêt à en tirer parti.

3. Transformer les recettes minières en patrimoine durable

Au Sahel notamment, l'or et, demain, le lithium constituent une source essentielle de recettes publiques et de devises. Une part de ces revenus pourrait être affectée à la constitution d'un patrimoine économique et écologique durable : ouvrages hydrauliques, infrastructures énergétiques, aménagements agricoles dont les bénéfices se prolongeront bien après l'épuisement des gisements. **Il s'agit de transformer un capital minéral non renouvelable en capacités productives de long terme.**

4. Intégrer le climat au cœur du développement

La protection du climat n'est pas un secteur à part. Une centrale solaire améliore l'accès à l'électricité tout en réduisant la facture des importations de carburant. Un système d'irrigation bien conçu sécurise les revenus agricoles tout en économisant l'eau. La restauration des terres accroît la production, crée des emplois et réduit la vulnérabilité. Le climat doit donc être intégré à la planification économique, aux politiques énergétiques et agricoles, et aux choix budgétaires. Il ne s'agit pas d'ajouter un ministère de plus, mais de changer la manière dont tous les secteurs sont planifiés.

Conclusion — Quel monde pour nos petits-enfants ?

L'échec d'Antalya ne traduit pas un manque de connaissances : jamais l'humanité n'a disposé d'autant d'informations sur son climat, les causes de son réchauffement et les risques qui en découlent. Il ne traduit pas davantage un manque de solutions : jamais il n'a été aussi facile et aussi bon marché de produire de l'électricité renouvelable, de maîtriser la consommation d'énergie ou de renforcer la résilience des économies.

Antalya révèle autre chose : l'incapacité de concilier des intérêts immédiats, des responsabilités historiques inégales et un impératif de long terme. Les producteurs d'énergies fossiles défendent leurs rentes. Les pays industrialisés défendent leurs équilibres budgétaires. Les pays émergents défendent leur croissance. Les pays vulnérables réclament les moyens de protéger leurs populations.

Mais la planète, elle, ne négocie pas.

Les molécules de dioxyde de carbone ignorent les frontières, les nationalités et les alliances. Les océans ne distinguent pas les pays riches des pays pauvres. Les lois de la physique ne s'amendent pas en séance plénière.

À Antalya, certains États n'ont pas voulu que l'on nomme le pétrole, le gaz et le charbon. D'autres n'ont pas voulu transformer leurs promesses financières en engagements chiffrés. Et pendant ce temps, l'Afrique attend toujours les moyens de faire face à une crise dont elle n'est pas responsable.

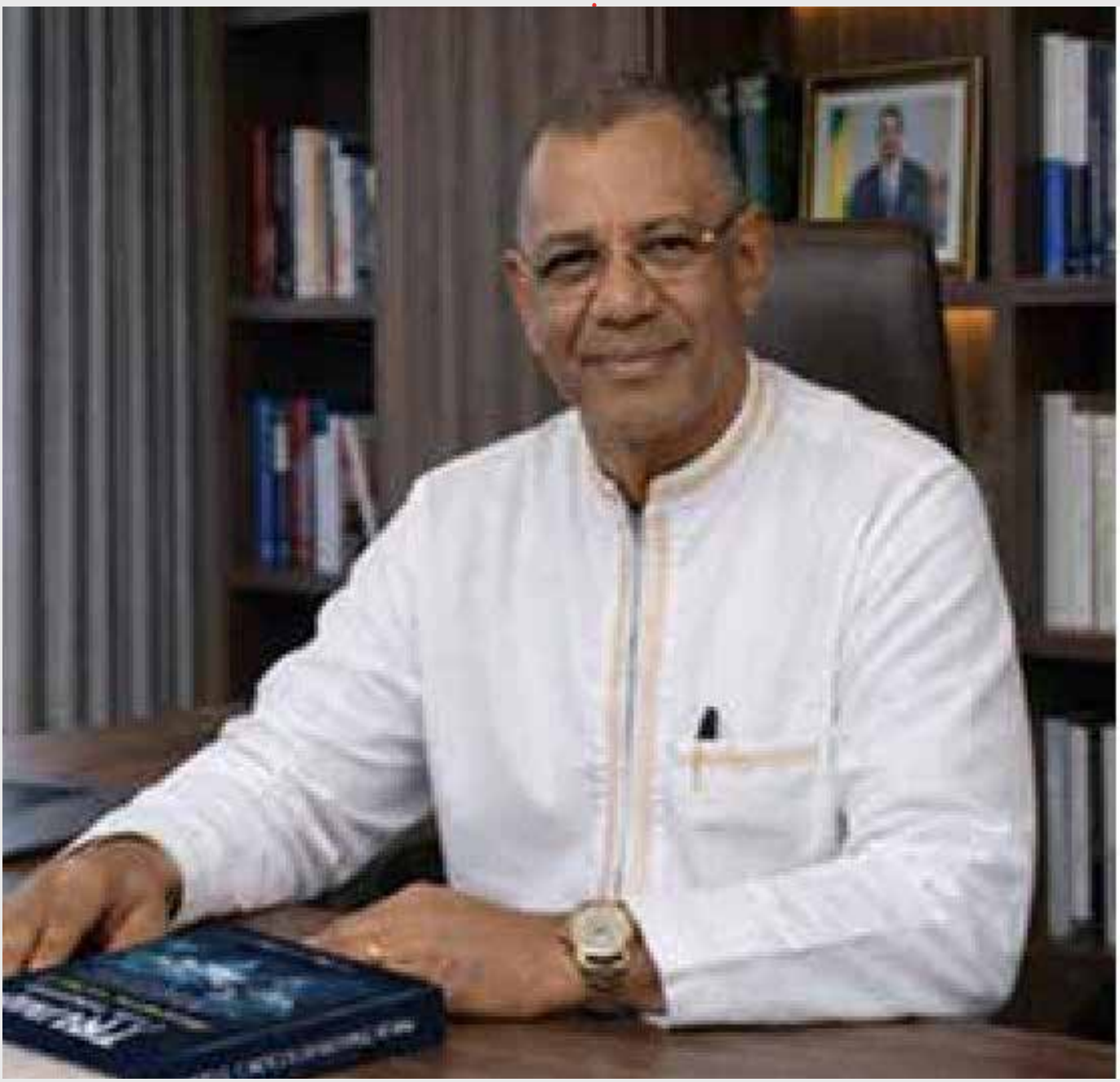
Notre responsabilité dépasse pourtant les frontières de l'Afrique et les intérêts particuliers des nations. Elle concerne ces enfants qui naissent aujourd'hui et qui verront la fin du siècle. Nous leur transmet-

trons nos maisons, nos entreprises, nos infrastructures, nos savoirs et, pour les plus fortunés, des patrimoines considérables. Nous leur transmettrons aussi le climat que nos décisions auront façonné. C'est à l'aune de cet héritage que l'histoire jugera les dirigeants politiques et économiques de notre temps.

Car si la richesse est un moyen d'améliorer la condition humaine, que reste-t-il de sa raison d'être lorsqu'elle détruit les conditions mêmes de l'existence humaine ?

Dr Hamed Sow

- ***Diplômé de l'Institut National des Sciences et Techniques de Saclay (France)***
- ***Docteur en Economie de la Production - Paris IX Dauphine***



- Ministère de la Santé et du Développement Social

Les comptes avec un badge Vérifié ont été authentifiés. Il peut s'agir d'abonnés Meta Verified ou de personnes ou de marques notables.

19 nouveaux maîtres de conférences agrégés en médecine et en pharmacie : un renfort majeur pour la santé et l'enseignement supérieur au Mali

Le Mali vient d'enregistrer une nouvelle performance dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche en sciences de la santé. Au total, 19 candidats maliens ont été admis au concours d'agrégation de médecine et de pharmacie, organisé dans le cadre du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), sur 23 candidats présentés.

À leur arrivée, ce lundi 23 novembre 2026, les nouveaux maîtres de conférences agrégés ont été accueillis à l'aéroport Modibo Keïta Sénou, par Madame le Ministre de la Santé et du Développement social, en compagnie de son collègue de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Visiblement comblée, Madame le Ministre a exprimé sa fierté devant cette performance qu'elle considère comme une nouvelle illustration du dynamisme du système de santé malien. Au nom du Président de la Transition, Chef de l'État, le Général d'armée Assimi GOÏTA, du Premier ministre et de l'ensemble du peuple malien, elle a adressé ses félicitations aux lauréats.

Parmi les admis figurent des médecins, des pharmaciens, des femmes ainsi que quatre personnels du Service de santé des armées. Pour la ministre, cette réussite traduit une dynamique positive : « C'est la santé qui est en marche ». Elle estime que ces nouvelles compétences viendront davantage renforcer les performances déjà enregistrées par les professionnels de santé.

S'adressant aux lauréats, elle les a invités à mettre leur expertise au service de la formation des jeunes générations et du progrès de la médecine au Mali. Elle a particulièrement insisté sur leur responsabilité dans la transmission des connaissances et le renforcement des compétences des futurs professionnels de santé.

Son collègue de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a également salué cette réussite, soulignant l'apport considérable de ces nouveaux enseignants-chercheurs dans les missions de formation et de recherche des institutions universitaires. Il a rappelé que l'agrégation représente un sommet de l'excellence académique et que les 19 admis constituent un effectif important pour renforcer la formation des cadres de santé dans les domaines de la médecine et de la pharmacie.

Prenant la parole au nom des lauréats, le Dr Issa

COULIBALY, maître de conférences agrégé en gestion des systèmes de santé, a exprimé sa gratitude à Dieu pour cette réussite. Il a souligné le caractère exigeant de cette compétition, qui a regroupé 460 candidats issus de 13 pays, avant de saluer les efforts de préparation et les conseils reçus.

Pour les nouveaux agrégés, cette distinction marque surtout le début d'une responsabilité accrue. Il s'agira désormais de consolider les acquis sur le terrain, de renforcer les institutions de formation et de contribuer davantage au développement de la recherche scientifique.

Réseau de Communication du MSDS



- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation - Mali

Les comptes avec un badge Vérifié ont été authentifiés. Il peut s'agir d'abonnés Meta Verified ou de personnes ou de marques notables.

Digitalisation de l'état civil : à la commune IV, la capacité de production des actes de naissance pourrait passer de 60 à 200 par jour.

La modernisation de l'administration territoriale franchit une nouvelle étape dans le District de Bamako. À la Commune IV, le dispositif de digitalisation des services d'état civil, réalisé avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a été officiellement mis à disposition ce mardi 24 novembre 2026. Cette initiative vise à renforcer les capacités de traitement des demandes des usagers et à améliorer la qualité du service public.

La cérémonie a été présidée par le Secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Adama SISSOUMA. Il était accompagné du Chef de Cabinet du ministre chargé de la Décentralisation, des représentants des ambassades du Brésil et de la Chine, ainsi que de la Représentante résidente du PNUD au Mali.

L'un des principaux changements attendus concerne la délivrance des actes de naissance. Avec l'ancienne méthode de travail, les services produisaient en moyenne 60 actes par jour. Grâce au nouveau dispositif numérique, cette capacité pourrait atteindre environ 200 actes quotidiennement. Une perspective qui laisse entrevoir un gain considérable de temps, une amélioration de la productivité des services et une réduction des délais d'attente pour les usagers.

Cette transformation repose notamment sur l'installation d'équipements informatiques et de matériels d'impression. Le dispositif comprend également des installations solaires, composées de panneaux photovoltaïques et de batteries de stockage, afin de garantir une meilleure continuité du service public.

Avec une population estimée à 545 000 habitants, la Commune IV constitue un important bassin de sollicitations administratives. La modernisation de ses services d'état civil représente ainsi une avancée majeure pour faciliter les démarches des populations, réduire les délais de délivrance des documents et renforcer la fiabilité ainsi que la sécurisation des données.

Dans le cadre de cette initiative, la Commune V bénéficie également du même dispositif d'équipements contribuant au renforcement des capacités opérationnelles de ses services administratifs.

Ces installations marquent une étape importante dans la modernisation des services administratifs des collectivités territoriales. L'enjeu est désormais de faire du numérique un véritable levier d'efficacité, de célérité et de fiabilité dans la délivrance des actes d'état civil, au bénéfice direct des populations.

CCOM/MATD

#MATD #gouvmali #CIGMA #gouvernement



- EmpabbBamako

FORMATION | DÉMARRAGE DE TROIS NOUVEAUX STAGES À L'EMP-ABB

L'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye (EMP-ABB) a accueilli ce lundi trois nouveaux stages, marquant ainsi le lancement de nouvelles sessions de formation au profit des acteurs engagés dans les domaines de la paix et de la sécurité.

Ces différentes formations s'inscrivent dans la mission de l'École de renforcer les capacités des acteurs, de développer leurs compétences professionnelles et de contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité.

Cours d'Officier d'État-major des Nations Unies (UNSOC) 1-26 MLI

Lutte Contre le Financement du Terrorisme (LCFT 1-26 MLI)

Training of Trainers (TOT 1-26 MLI)

À travers ces initiatives, l'EMP-ABB poursuit son engagement en faveur du partage d'expériences,

du renforcement de l'expertise et de la promotion d'une culture de paix.

Nous souhaitons la bienvenue à l'ensemble des participants et plein succès aux différentes sessions de formation.



- Adam Dicko

Les comptes avec un badge Vérifié ont été authentifiés. Il peut s'agir d'abonnés Meta Verified ou de personnes ou de marques notables.

Un jour ça va mortellement se détacher et quelqu'un dira ko Allah ka latikai dedo….

Vraiment….



- Ambassade des Etats-Unis au Mali

Les comptes avec un badge Vérifié ont été authentifiés. Il peut s'agir d'abonnés Meta Verified ou de personnes ou de marques notables.

Great people make a great team!

On November 18, U.S. Embassy Bamako joined U.S. missions worldwide in celebrating Locally Employed Staff Appreciation Day!

Every day, our Malian colleagues bring incredible talent, dedication, and heart to everything we do. Their hard work, creativity, and professionalism make our Embassy a better place and our team stronger.

To our amazing Malian colleagues: thank you for all you do! We are proud to work alongside you, grateful for everything you bring to our team, and fortunate to have you as part of our Embassy family.

A special thank-you to Mohamed Diaby and his band for making the occasion even more memorable!

Together, we make a difference!

#LEStaffAppreciation #USAMaliToujoursEnsemble

Une belle équipe, c'est avant tout des personnes formidables !

Le 18 novembre, l'Ambassade des États-Unis à

Bamako s'est jointe aux missions diplomatiques américaines du monde entier pour célébrer la Journée de reconnaissance du personnel recruté localement !

Chaque jour, nos collègues maliens font preuve d'un talent, d'un dévouement et d'un engagement remarquables. Leur travail, leur créativité et leur professionnalisme font toute la différence et renforcent notre équipe.

À nos formidables collègues maliens : un immense merci pour tout ce que vous faites ! Nous sommes fiers de travailler à vos côtés et heureux de vous compter parmi notre grande famille de l'Ambassade.

Un merci tout particulier à Mohamed Diaby et à son groupe pour avoir rendu cette célébration encore plus mémorable!

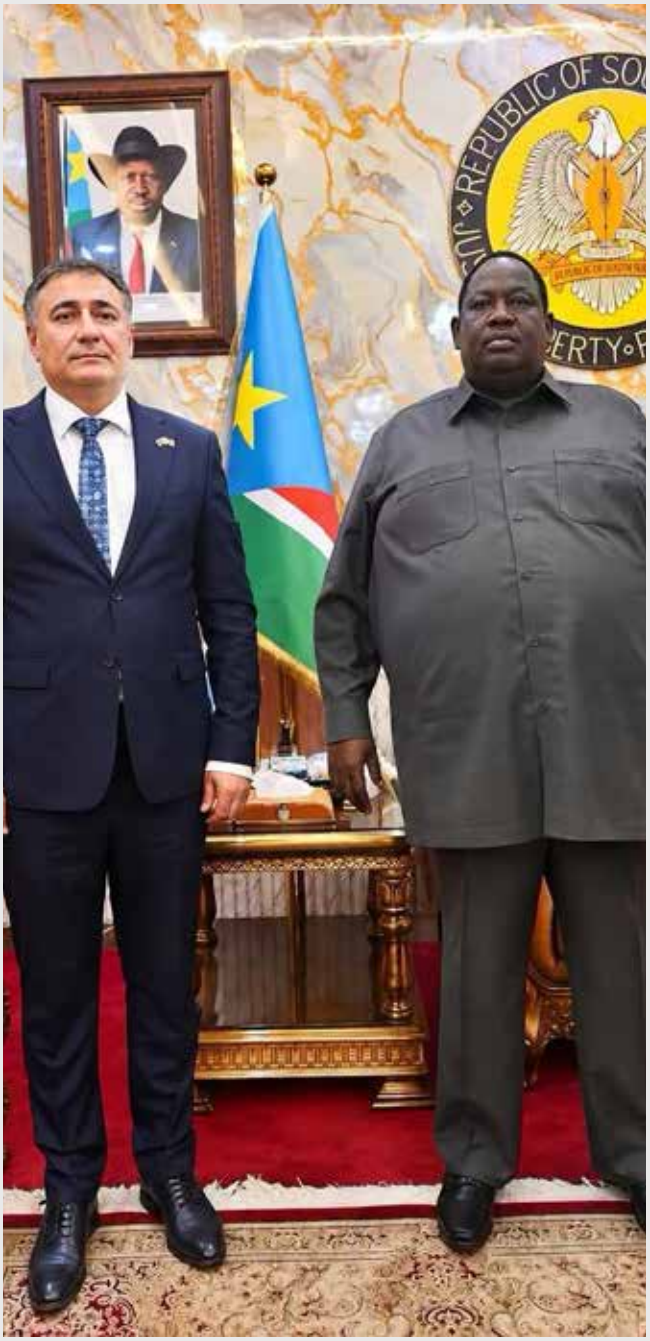
Ensemble, nous faisons la différence !

#LEStaffAppreciation #USAMaliToujoursEnsemble



- Mamadou Sanogo

L'ambassadeur de Russie au Soudan du Sud, A. V. Kosmodemiyanskiy, a tenu une réunion avec le conseiller présidentiel aux affaires de sécurité nationale, l'honorable Tut Gatluak Manime. Parmi les questions abordées figurait l'insécurité alimentaire au Soudan du Sud



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Forum MEDays 2026 : Évariste Ndayishimiye à Tanger



Le président de la République du Burundi et président en exercice de l'Union africaine (UA), Évariste Ndayishimiye, est arrivé, mardi 24 novembre 2026, à Tanger, au Royaume du Maroc, pour prendre part à la 18e édition du Forum international MEDays. Cette importante rencontre se déroulera du 25 au 28 novembre au Palais des Arts et de la Culture de Tanger.

Accompagné de la Première dame, Angeline Ndayishimiye, le chef de l'État burundais a été accueilli à sa descente d'avion par Brahim Fassi Fihri, président fondateur de l'Institut Amadeus et du Forum MEDays.

À son arrivée à l'hôtel Mövenpick, le couple présidentiel a également bénéficié d'un accueil chaleureux de la part des étudiants burundais poursuivant leurs études au Maroc. Cette mobilisation témoigne de l'attachement de la communauté burundaise à son pays d'origine.

Placée sous le thème « Monde fragmenté : le temps des choix », cette 18e édition du Forum MEDays intervient dans un contexte international marqué par l'exacerbation des tensions géopolitiques, la multiplication des crises sécuritaires, les rivalités économiques et les profondes mutations de l'ordre mondial.

La participation d'Évariste Ndayishimiye revêt une importance particulière en raison de ses responsabilités à la tête de l'Union africaine. Sa présence à Tanger constitue une occasion de porter la voix du continent africain dans les débats relatifs à la gouvernance mondiale, au multilatéralisme, à la paix, à la sécurité et au développement durable.

Organisé à l'initiative de l'Institut Amadeus, le Forum MEDays constitue un cadre international de dialogue et de réflexion réunissant des responsables politiques, des diplomates, des acteurs économiques ainsi que des experts issus de différents horizons.

Pour le président burundais, cette rencontre offre également une opportunité de renforcer les échanges avec les partenaires internationaux et de promouvoir les intérêts stratégiques de l'Afrique dans un environnement mondial en pleine recomposition.

Fatou Sissoko

Commerce extérieur : Le Mali, premier client africain de la Côte d'Ivoire



Malgré les divergences politiques et diplomatiques qui ont parfois marqué les relations entre Bamako et Abidjan, les échanges commerciaux entre les deux pays demeurent importants. En 2025, le Mali s'est classé troisième client de la Côte d'Ivoire à l'échelle mondiale et premier sur le continent africain.

Selon les données de la Direction générale des douanes (DGD) de Côte d'Ivoire, publiées dans sa note d'analyse sur le commerce extérieur couvrant la période 2021-2025, les exportations ivoiriennes à destination du Mali ont atteint 970,2 milliards de FCFA en 2025, soit 5,8 % de la valeur totale des exportations du pays.

Le Mali occupe ainsi la troisième place derrière la Suisse, qui arrive en tête avec 2 480,5 milliards de FCFA, et les Pays-Bas, avec 2 091,8 milliards de FCFA. Il devance les États-Unis et la France, qui occupent respectivement les quatrième et cinquième places.

Fait particulièrement significatif, le Mali est le seul pays africain figurant parmi les dix principales destinations des exportations ivoiriennes en 2025. Entre 2021 et 2025, la valeur des marchandises ivoiriennes exportées vers le marché malien a progressé de 98,4 %, malgré un léger recul enregistré par rapport à 2024.

Les statistiques douanières révèlent également une balance commerciale largement excédentaire en faveur de la Côte d'Ivoire dans ses échanges avec le Mali. En 2025, cet excédent s'est établi à 954,2 milliards de FCFA. Le solde commercial ivoirien est également positif avec ses quatre autres principaux clients.

Ces données illustrent la solidité des relations économiques entre les deux pays, nourries par leur proximité géographique, leurs liens historiques et l'importance des corridors commerciaux reliant le territoire malien aux ports ivoiriens.

Elles rappellent également que les intérêts économiques des nations transcendent souvent les désaccords politiques conjoncturels.

La consolidation de cette coopération, dans un esprit de bon voisinage et de respect mutuel, représente un enjeu stratégique pour les économies malienne et ivoirienne ainsi que pour l'intégration économique sous-régionale.

Arouna Sidibé

Élevage et pêche : La FAO réaffirme son engagement aux côtés du Mali



L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a réaffirmé son engagement en faveur de la transformation des filières de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture au Mali, à l'occasion de l'ouverture des concertations nationales des États généraux de ces secteurs, le lundi 23 novembre 2026, à Bamako.

En sa qualité de cheffe de file des partenaires techniques et financiers (PTF) du secteur de l'élevage et de la pêche, la FAO était représentée par Abdoul Karim Bah, conseiller du représentant de l'organisation au Mali.

Dans son intervention, il a salué l'initiative du gouvernement malien visant à faire des filières animales, halieutiques et aquacoles de véritables moteurs de croissance économique, de création d'emplois et de renforcement de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle.

Ces assises nationales interviennent à la suite des consultations organisées dans les 19 régions du Mali et le District de Bamako. Elles réunissent les acteurs publics et privés, les organisations professionnelles, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les représentants du monde de la recherche et de la société civile.

Les travaux ambitionnent de consolider les recommandations issues des consultations régionales et de définir des orientations stratégiques consensuelles. Ils devraient déboucher sur l'élaboration d'un pacte national, d'une feuille de route opérationnelle et d'une résolution finale.

La FAO a particulièrement insisté sur la nécessité de traduire les recommandations en réformes concrètes et en investissements durables, conformément aux grandes orientations nationales, notamment la Vision Mali Kura 2063, la Stratégie nationale pour l'émergence et le développement durable (2024-2033) et la Stratégie nationale de stabilisation et de sécurisation du bétail malien (2025-2029).

L'organisation onusienne et les partenaires du Groupe de dialogue Élevage et Pêche ont également réaffirmé leur disponibilité à accompagner le département de tutelle dans la mise en œuvre des conclusions de ces assises.

L'ambition commune demeure la construction de filières plus performantes, résilientes et créatrices de richesses, au service du développement durable du Mali.

Yacouba Ongoiba

Côte d'Ivoire : Les États-Unis misent sur les industries extractives et l'énergie

À l'occasion du Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREXE 2026), les États-Unis ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération économique avec la Côte d'Ivoire, notamment dans les secteurs de l'énergie, des mines et des hydrocarbures.

Le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire, Junaid Munir, a accueilli des représentants d'entreprises américaines ainsi que des responsables gouvernementaux ivoiriens lors d'une réception organisée en marge de cette manifestation internationale.

Cette rencontre a permis de mettre en lumière le savoir-faire américain, les innovations technologiques et les possibilités d'investissement susceptibles de contribuer au développement des industries extractives et énergétiques ivoiriennes. Elle a également offert aux participants un cadre propice aux échanges professionnels et à l'établissement de nouveaux partenariats économiques.

À travers cette initiative, la diplomatie américaine entend promouvoir des investissements durables et encourager le transfert de technologies dans des secteurs stratégiques pour l'économie ivoirienne. Les entreprises américaines disposent, à cet égard, d'une expertise reconnue dans les domaines de l'exploration minière, de la production énergétique, de la modernisation des infrastructures et de l'exploitation des ressources naturelles.

Pour la Côte d'Ivoire, le renforcement de cette coopération représente une opportunité de diversifier ses partenaires économiques, d'attirer davantage de capitaux étrangers, de favoriser la création d'emplois et d'améliorer les capacités techniques de ses entreprises nationales.

Le SIREXE constitue ainsi une plateforme privilégiée de dialogue entre les pouvoirs publics, les investisseurs internationaux et les acteurs du secteur privé. Il contribue également à renforcer l'attractivité de la Côte d'Ivoire dans le paysage énergétique et minier ouest-africain.

La mobilisation des entreprises américaines autour de cette édition traduit l'intérêt croissant des États-Unis pour les potentialités économiques ivoiriennes. Elle témoigne également de la volonté des deux pays d'approfondir leurs relations commerciales et de bâtir des partenariats mutuellement bénéfiques, fondés sur l'innovation, l'investissement et la croissance économique durable.

Arouna Sidibé


8

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

États généraux de l'élevage et de la pêche : Le Mali engage une réflexion stratégique pour renforcer sa souveraineté alimentaire et nutritionnelle



Le Premier ministre, le général de division Abdoulaye Maïga, a procédé, ce lundi 23 novembre 2026, au nom du président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, à l'ouverture officielle des travaux des États généraux de l'élevage et de la pêche (EGEPA). Cette rencontre d'envergure nationale et sous-régionale ambitionne de poser les bases d'une transformation structurelle des sous-secteurs de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture.

Placés sous le haut parrainage du général d'armée Assimi Goïta, président de la Transition et président du Conseil supérieur de l'agriculture, les États généraux de l'élevage et de la pêche constituent une étape importante dans la réflexion nationale sur les enjeux de souveraineté alimentaire et nutritionnelle. Leur organisation est le fruit du travail de la Commission nationale d'organisation, pilotée par le Dr Modibo Traoré, qui a œuvré à la préparation de cette importante concertation et à la mobilisation des acteurs concernés autour des perspectives de développement de ces secteurs stratégiques.

La cérémonie d'ouverture a enregistré la participation de plusieurs personnalités institutionnelles, de représentants des organisations professionnelles, d'acteurs du monde rural ainsi que de partenaires techniques et financiers. Elle a également revêtu une dimension sous-régionale, avec la présence de délégations venues des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), notamment du Burkina Faso et du Niger, ainsi que de la République sœur de Guinée.

Prenant la parole au nom des partenaires techniques et financiers, le représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), chef de file des partenaires techniques et financiers, s'est félicité de la tenue de ces États généraux. Il a salué cette initiative, qui offre un cadre privilégié de dialogue, de concertation et de formulation de réponses adaptées aux défis auxquels sont confrontés les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche.

Dans son intervention, il a réaffirmé la disponibilité de la FAO à accompagner le gouvernement malien dans cette dynamique, notamment à travers le soutien à l'émergence de solutions durables, susceptibles de répondre efficacement aux attentes des populations et de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie. Cet engagement des partenaires apparaît essentiel au regard de l'ampleur des défis structurels, économiques, environnementaux et organisationnels qui interpellent les acteurs de ces filières.

Une volonté politique affirmée en faveur de la souveraineté alimentaire

À son tour, le ministre de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, après avoir rendu un hommage appuyé au chef de l'État pour son engagement en faveur du développement du monde rural, a souligné la portée politique et stratégique de ces assises. Selon lui, les États généraux traduisent à la fois une volonté politique forte des plus hautes autorités du pays et une aspiration exprimée de longue date par les acteurs du monde rural. Ils constituent, à cet égard, un cadre approprié pour réfléchir collectivement aux mécanismes permettant de faire de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture des piliers solides de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle du Mali.

Le ministre a notamment mis en exergue les importantes potentialités dont dispose le pays. L'étendue de ses terres arables, la diversité de ses ressources animales et halieutiques ainsi que les perspectives offertes par l'aquaculture constituent, selon lui, autant d'atouts susceptibles de soutenir une croissance durable et de renforcer la contribution du secteur rural à l'économie nationale.

Le chef du gouvernement appelle à une mobilisation collective

Ouvrant officiellement les travaux au nom du président de la Transition, le Premier ministre, chef du gouvernement, le général de division Abdoulaye Maïga, a d'abord souhaité une chaleureuse et fraternelle bienvenue, sur la terre hospitalière du Mali, aux délégations venues du Burkina Faso et du Niger, pays membres de la Confédération des États du Sahel, ainsi qu'à celles de la République sœur de Guinée.

Dans cet esprit de fraternité et de coopération sous-régionale, le chef du gouvernement a rappelé la place déterminante qu'occupent l'élevage, la pêche et l'aquaculture dans l'économie nationale et dans la vie quotidienne des populations.

« L'élevage, la pêche et l'aquaculture occupent une place stratégique dans l'économie nationale et constituent des secteurs essentiels à la vie quotidienne de millions de nos concitoyens. Au-delà de leur contribution significative à la création de richesses et d'emplois, ces activités assurent les moyens de subsistance de nombreuses communautés pastorales, agropastorales et de pêcheurs. Elles contribuent également au renforcement de la cohésion sociale, au développement des échanges commerciaux et au dynamisme économique de nos territoires », a-t-il souligné.

La tenue des États généraux de l'élevage et de la pêche intervient dans un contexte où la valorisation des ressources nationales, la sécurisation des moyens de subsistance des populations rurales et la réduction de la dépendance alimentaire constituent des préoccupations majeures pour le Mali. Ces assises offrent ainsi l'opportunité de dresser un diagnostic approfondi des contraintes qui entravent le développement des filières, d'identifier les réformes nécessaires et de dégager des orientations consensuelles pour une meilleure exploitation des potentialités nationales.

L'enjeu est notamment de parvenir à des systèmes d'élevage et de pêche plus modernes, plus productifs et plus résilients, capables de faire face aux défis climatiques, sanitaires, économiques et sécuritaires, tout en garantissant une meilleure intégration des acteurs dans les chaînes de valeur. La portée de ces États généraux se mesurera toutefois moins aux discours et aux engagements qu'à la pertinence des recommandations formulées, à leur appropriation par les acteurs et, surtout, à leur traduction en actions concrètes et en politiques publiques cohérentes.

Ibrahim Sanogo



Djenné : L'urgence d'agir pour sauver l'authenticité d'une ville millénaire



La multiplication des constructions en matériaux modernes, notamment des maisons en dur, dans le tissu ancien de Djenné constitue une menace sérieuse pour l'intégrité architecturale de cette ville historique, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Malgré les alertes répétées de la Mission culturelle de Djenné et les informations transmises aux autorités compétentes, la dégradation progressive du paysage urbain soulève de vives inquiétudes quant à l'avenir de ce patrimoine exceptionnel.

Djenné, cité historique emblématique du centre du Mali, est mondialement reconnue pour la singularité de son architecture en terre, l'harmonie de son paysage urbain et la richesse de son patrimoine culturel. Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1988, elle représente l'un des témoignages les plus remarquables de l'ingéniosité architecturale des sociétés sahéliennes.

Cependant, cette identité architecturale, qui fait la renommée de la ville au-delà des frontières nationales, est aujourd'hui confrontée à une menace grandissante : la transformation progressive de son tissu urbain ancien par des constructions en matériaux modernes, notamment en ciment et en béton.

Dans plusieurs secteurs de la vieille ville, des habitants entreprennent des travaux de construction ou de rénovation en utilisant des matériaux qui ne respectent pas nécessairement les caractéristiques architecturales traditionnelles. Ces transformations, souvent motivées par des aspirations légitimes à améliorer les conditions d'habitation et de confort, contribuent néanmoins à modifier profondément la physionomie de la cité.

Le problème ne réside pas dans la volonté des populations de moderniser leurs habitations, mais dans l'absence de prise en compte systématique des exigences de conservation du patrimoine architectural. À terme, cette évolution risque de provoquer une rupture irréversible avec l'identité visuelle et culturelle qui distingue Djenné des autres villes historiques.

Une beauté architecturale progressivement défigurée !

L'architecture traditionnelle de Djenné repose sur un savoir-faire ancestral, fondé sur l'utilisation de la terre crue, des techniques locales de construction et une organisation spatiale qui témoigne d'une longue histoire de créativité et d'adaptation à l'environnement sahélien.

Chaque habitation, chaque ruelle et chaque ensemble architectural participent à la composition d'un paysage urbain cohérent. La prédominance des constructions en terre n'est donc pas un simple choix esthétique : elle constitue un élément fondamental de l'identité patrimoniale de la ville. L'introduction anarchique de constructions en béton et en ciment dans cet environnement architectural fragilise cette cohérence. Elle altère les volumes, les formes, les textures et les couleurs qui caractérisent le tissu urbain ancien.

Si cette dynamique se poursuit sans encadrement rigoureux, Djenné risque progressivement de perdre ce qui fait sa singularité. Une ville inscrite au patrimoine mondial ne peut durablement conserver son statut symbolique si les éléments matériels qui fondent sa valeur universelle exceptionnelle sont dénaturés.

Les alertes de la Mission culturelle de Djenné : des cris du cœur qui interpellent !

Face à cette situation préoccupante, la Mission culturelle de Djenné n'est pas restée silencieuse. À travers ses actions de sensibilisation, ses démarches institutionnelles et les informations portées à la connaissance du ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, elle a attiré l'attention sur les risques que représentent ces transformations pour la conservation du patrimoine architectural.

Ces alertes traduisent une préoccupation majeure : celle de voir disparaître progressivement un héritage historique dont la préservation engage non seulement les générations actuelles, mais également celles à venir.

La Mission culturelle, en tant que structure chargée de contribuer à la protection et à la valorisation de ce patrimoine, se trouve ainsi confrontée à un défi considérable. Ses efforts de sensibilisation ne sauraient cependant produire les résultats escomptés sans un accompagnement institutionnel conséquent, des moyens d'intervention adaptés et une véritable adhésion des communautés locales.

Car la sauvegarde de Djenné ne peut reposer sur les seules initiatives d'une structure technique. Elle exige une mobilisation collective associant l'État, les collectivités territoriales, les services techniques, les autorités traditionnelles, les propriétaires de bâtiments, les artisans et l'ensemble des habitants.

Djenné ne doit pas devenir une ville patrimoniale de nom seulement !

La question qui se pose aujourd'hui dépasse largement le cadre des simples transformations immobilières.

Elle concerne l'avenir d'une mémoire collective, d'un savoir-faire architectural et d'une identité culturelle qui ont traversé les siècles.

Djenné n'appartient pas uniquement à ses habitants actuels. Elle constitue un patrimoine national et universel dont la responsabilité de conservation incombe à tous. Sa valeur ne se mesure pas seulement à l'ancienneté de ses monuments, mais également à la préservation de l'ensemble architectural et des pratiques culturelles qui donnent sens à son histoire.

Il serait particulièrement regrettable que, faute de décisions courageuses et de mesures préventives efficaces, cette cité millénaire perde progressivement les caractéristiques qui lui ont valu une reconnaissance internationale.

Le temps des simples alertes doit désormais céder la place à celui des actions concrètes. Si des dispositions urgentes, fermes et adaptées ne sont pas prises dans les plus brefs délais, Djenné pourrait connaître une dégradation irréversible de son authenticité architecturale, avec des conséquences potentiellement graves pour sa valeur patrimoniale et son attractivité touristique.

Ibrahim Sanogo



Addis-Abeba : L'AUF au cœur du dialogue mondial sur la formation des enseignants



Le recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), le professeur Slim Khalbous, a pris part, le 24 novembre 2026, à une session plénière du 15e Forum de dialogue sur les politiques enseignantes, à Addis-Abeba, en Éthiopie. Organisée conjointement par l'Union africaine, l'UNESCO et l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants (Teacher Task Force), cette rencontre internationale place le développement professionnel des enseignants au cœur des réflexions sur l'avenir de l'éducation.

Prévue du 23 au 25 novembre 2026, cette quinzième édition du Forum se déroule autour du thème « Faire progresser le développement professionnel des enseignants par l'apprentissage tout au long de la vie ». Elle réunit des responsables gouvernementaux, des représentants d'organisations internationales, des experts et des acteurs du monde éducatif autour des défis liés à la formation, à la qualification et au renforcement des compétences du personnel enseignant.

Le professeur Slim Khalbous est intervenu lors d'une session plénière consacrée au thème « Financement et coopération au service d'un changement durable ». Les échanges ont essentiellement porté sur les mécanismes permettant de conjuguer l'engagement des États, les investissements nationaux et l'accompagnement des partenaires internationaux afin de garantir la pérennité des dispositifs de formation continue des enseignants.

L'un des principaux enjeux de cette réflexion réside dans la nécessité d'inscrire le développement professionnel des enseignants dans des politiques publiques durables, capables de s'affranchir des contraintes liées à la durée des projets et aux cycles de financement des partenaires techniques et financiers.

Aux côtés du recteur de l'AUF, quatre personnalités ont participé à cette session. Il s'agit de Xiaoping Yu, conseillère chargée de l'éducation auprès de la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO ; de Nicolas Vaïbra, secrétaire général du ministère tchadien de l'Éducation et de la Promotion civique ; d'Abdulrahman Almedaires, directeur général du Centre régional pour la qualité et l'excellence de l'éducation en Arabie saoudite ; et de Katie Wade, chargée des politiques d'éducation et de compétences à la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne.

La session était modérée par Davide Ruscelli, chargé de projet senior au secrétariat de l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants auprès de l'UNESCO.

La participation de l'Agence universitaire de la Francophonie à cette rencontre témoigne de la place qu'occupent l'enseignement supérieur, la coopération universitaire et le partage des expertises dans l'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs. Elle rappelle également l'importance de la mobilisation des établissements universitaires dans la formation initiale et continue des enseignants.

Pour les pays africains, où les systèmes éducatifs font face à de nombreux défis, notamment l'insuffisance des ressources, les besoins croissants en personnel qualifié et les mutations technologiques, le développement professionnel des enseignants constitue un levier essentiel pour améliorer la qualité des apprentissages.

Cette quinzième édition du Forum est également marquée par le lancement officiel du Rapport mondial 2026 sur les enseignants. Ce rendez-vous international offre ainsi une occasion privilégiée de renforcer la concertation entre les différents acteurs de l'éducation et de promouvoir des politiques enseignantes ambitieuses, inclusives et financièrement pérennes.

Mohamed N'Diaye



Ségou : La Police nationale veut assainir le processus de notation et d'avancement



La Direction régionale de la Police nationale de Ségou a organisé, le mardi 24 novembre 2026, une session de formation consacrée aux procédures de notation et d'avancement des militaires des Forces armées maliennes. Cette initiative vise à renforcer les compétences des responsables chargés de l'évaluation du personnel et à remédier aux dysfonctionnements constatés dans la gestion des carrières.

La salle de réunion du vestibule des Autorités et Légitimités traditionnelles de Ségou a servi de cadre à cette rencontre, initiée par le directeur régional de la Police nationale, le contrôleur général de police Abdoulaye Coulibaly. Elle a réuni plusieurs responsables des services de police de la région, notamment ceux des commissariats de Bla, de Macina, de Niono, ainsi que des premier et deuxième arrondissements de la ville de Ségou.

Cette session de formation s'inscrit dans une démarche d'amélioration de la gestion administrative des ressources humaines au sein de la Police nationale. Elle avait principalement pour objectif de familiariser les participants avec les dispositions législatives et réglementaires encadrant les procédures de notation, d'évaluation et d'avancement du personnel militaire.

La maîtrise de ces dispositions constitue un enjeu important pour les responsables investis de la mission d'évaluer leurs subordonnés. En effet, la notation représente un élément déterminant dans l'évolution professionnelle des agents. Elle doit reposer sur des critères objectifs permettant d'apprécier leurs compétences, leur comportement professionnel, leur discipline ainsi que leur manière de servir.

Dans son allocution, le contrôleur général de police Abdoulaye Coulibaly a relevé l'existence de certains dysfonctionnements dans le processus de notation du personnel. Face à ces insuffisances, le directeur régional a jugé nécessaire d'organiser cette formation afin de renforcer les connaissances des responsables concernés et de favoriser une meilleure application des textes en vigueur.

Il a également insisté sur la nécessité pour les participants de restituer les connaissances acquises auprès de leurs services respectifs. Cette démarche devrait permettre d'élargir la portée de la formation et de contribuer à une harmonisation des pratiques administratives dans les différentes unités de police de la région.

Le directeur régional a, par ailleurs, invité les participants à faire preuve d'assiduité, d'engagement et d'attention tout au long des travaux, afin de tirer pleinement profit des enseignements dispensés.

Dans une institution où la discipline, la hiérarchie et le mérite professionnel occupent une place essentielle, la régularité des procédures de notation et d'avancement constitue un facteur de motivation du personnel. Une évaluation impartiale, conforme aux prescriptions réglementaires, contribue également à renforcer la confiance des agents dans les mécanismes de gestion de leur carrière.

L'organisation de cette session traduit ainsi la volonté de la Direction régionale de la Police nationale de Ségou de prévenir les erreurs administratives, de responsabiliser davantage les cadres chargés de la notation et de promouvoir une meilleure gouvernance interne.

À travers cette initiative, la Direction régionale entend contribuer à l'instauration de pratiques administratives fondées sur la rigueur, l'équité et le respect des textes réglementaires. L'enjeu demeure de garantir une gestion des carrières qui reconnaisse le mérite professionnel et favorise l'épanouissement du personnel au service de l'institution et des populations.

Fatou Sissoko



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Biennale de Dakar 2026 : Mamou Daffé plaide pour une économie africaine portée par la culture



En marge de la 16e édition de la Biennale de l'art africain contemporain de Dakar, le ministre malien Mamou Daffé a participé, le vendredi 20 novembre 2026, à un panel ministériel de haut niveau consacré au rôle des industries culturelles et créatives (ICC) dans le développement des territoires africains.

Organisée au Musée des civilisations noires, en partenariat avec le Secrétariat général de la Biennale de Dakar, cette rencontre a réuni des responsables gouvernementaux, notamment du Mali, du Cap-Vert et du Maroc, autour des enjeux de la gouvernance culturelle en Afrique.

Les échanges se sont articulés autour de trois axes majeurs : la gouvernance et le développement des industries culturelles et créatives, l'ingénierie culturelle comme levier de structuration de ces industries, ainsi que l'impact des Capitales africaines de la culture sur l'aménagement des territoires.

Dans son intervention, le ministre Mamou Daffé a souligné la contribution stratégique des industries culturelles et créatives au développement économique et social du continent. Il a également insisté sur la nécessité de revitaliser culturellement les territoires, conformément à la vision du président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, qui entend placer la culture au cœur de la construction du Nouveau Mali.

Pour le ministre malien, la richesse de l'Afrique ne saurait se résumer à ses ressources minières et pétrolières. Le continent dispose également d'un immense potentiel artistique et culturel, nourri par la créativité, l'imagination et le génie de ses peuples.

Mamou Daffé a ainsi plaidé pour une meilleure intégration des industries culturelles et créatives dans les politiques publiques africaines, afin d'en faire de véritables moteurs de croissance économique, de création d'emplois et de développement durable.

Le ministre a enfin salué l'initiative des organisateurs de la Biennale de Dakar, qui offre aux États africains un cadre privilégié de concertation, de coopération et de partage d'expériences pour l'élaboration de politiques culturelles adaptées aux ambitions de développement du continent.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Modernisation à la chinoise : les variables clés de la logique de développement de la Chine



Chaque jour en Chine, des centaines de millions de personnes prennent le train à grande vitesse, font leurs achats en ligne et utilisent les services de paiement mobile et les services cloud. Les produits frais provenant de l'ouest de la Chine parviennent dans les villes de l'est en moins de vingt-quatre heures. Les villages isolés bénéficient des mêmes services numériques que le centre-ville de Shanghai. Et l'énorme puissance de calcul nécessaire à l'entraînement des IA de pointe, hébergée dans des centres de données situés à l'ouest, est immédiatement mise à la disposition des utilisateurs à l'est. C'est le réseau d'infrastructures chinois, en constante expansion, qui rend tout cela possible.

Les infrastructures sont l'un des meilleurs prismes pour comprendre le fonctionnement réel de la Chine, ses 1,4 milliard d'habitants, sa planification et son développement. Autrefois, les infrastructures visaient principalement à permettre le déplacement des personnes et des marchandises d'un endroit à un autre. Aujourd'hui, elles doivent relever un défi bien plus grand : l'intégration des personnes, des ressources matérielles et des capacités numériques au sein d'une économie dynamique.

La Chine dispose déjà des plus grands réseaux ferroviaires à grande vitesse et autoroutiers au monde. Ses voies ferrées, ses autoroutes, ses ports et ses aéroports forment ensemble un réseau de transport couvrant tout le pays. L'avantage le plus immédiat est évident : la réduction des coûts de transport. Mais son impact va bien au-delà. Les infrastructures renforcent également les liens économiques entre les régions.



La ligne ferroviaire Sichuan-Xizang en est un bon exemple. Sur cette ligne de près de 1 700 kilomètres qui relie Chengdu, dans la province du Sichuan, à Lhassa, au Xizang, les trains doivent affronter certains des terrains les plus hostiles de la planète. Avec huit montées et descentes majeures, le dénivelé total équivaut à gravir deux fois le mont Qomolangma.

Le tronçon Ya'an-Kangding est sans doute l'un des plus difficiles. Bien qu'il ne fasse qu'environ 200 kilomètres de long, il traverse l'une des zones sismiques les plus actives des montagnes Hengduan. La région est parsemée de hautes montagnes et de vallées profondes, si bien que ce tronçon est composé à plus de 90 % de ponts et de tunnels. Afin de déterminer l'itinéraire optimal, à l'abri des glissements de terrain et des coulées de boue fréquents dans la région, les ingénieurs ont dû examiner et modifier le tracé près de 50 fois. En 2021, le tronçon Lhassa-Nyingchi de la ligne ferroviaire Sichuan-Xizang a enfin été mis en service.

Au cours de la période du 14e Plan quinquennal, de 2021 à 2025, Nyingchi a enregistré un PIB cumulé de plus de 18 milliards de dollars américains, avec un taux de croissance annuel moyen supérieur à 8,8 %. La couverture étendue des infrastructures de transport a été l'un des facteurs clés étayant cette croissance.

Aujourd'hui, la Chine compte plus de 5,5 millions de kilomètres de routes et dispose du plus grand réseau autoroutier au monde. Le réseau ferroviaire en service s'étend désormais sur 165 000 kilomètres, avec le plus grand ensemble de lignes à grande vitesse au monde. La capacité portuaire de la Chine reste la plus importante au monde depuis de nombreuses années, et le pays compte désormais 270 aéroports civils.

Derrière ces chiffres se cache un espace économique de plus en plus interconnecté.

À l'ère du numérique, ce ne sont plus seulement les personnes et les marchandises qui se déplacent. Après avoir passé des décennies à poser des voies ferrées pour relier les ressources aux centres urbains, la Chine installe désormais des câbles à fibre optique et construit des lignes électriques à haute tension pour une « marchandise » d'un tout autre genre : la puissance de calcul.

En février 2022, la Chine a lancé un projet à l'échelle nationale baptisé « Données à l'est, calcul à l'ouest ». Li Jie, directrice adjointe de l'Institut de recherche sur le cloud computing et le big data de l'Académie chinoise des technologies de l'information et des communications, a expliqué le contexte dans lequel ce projet a vu le jour: « Les baies de serveurs en activité situées à l'est de la Chine représentent environ 60 % du total national. Mais le foncier, l'électricité et les autres ressources y sont limités, si bien que les centres de données manquent. À l'inverse, les régions de l'ouest disposent de ressources relativement abondantes, mais la demande y est faible : leur part des baies en activité est inférieure à 20 % du total national et elles se trouvaient en situation de surcapacité. »

La solution était simple en théorie, mais sa mise en œuvre paraissait colossale. Entre 2021 et 2025, le projet a permis la mise en place de pôles de calcul nationaux et de regroupements de centres de données nationaux à travers tout le pays, notamment dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest. Aujourd'hui, plus de 60 % des villes chinoises peuvent accéder à un cluster de calcul en moins de cinq millisecondes. Les grands centres de données situés dans l'ouest de la Chine fournissent des services de calcul stables pour les calculs à grande échelle, le rendu et l'entraînement de grands modèles d'IA dans l'est du pays.

Depuis le début du 14e Plan quinquennal en 2021, le projet « Données à l'est, calcul à l'ouest » a généré plus de 1 000 milliards de yuans d'investissements sociaux. Plus de 30 villes spécialisées dans la puissance de calcul ont vu le jour.

La capacité de calcul totale de la Chine a augmenté en moyenne de près de 30 % par an. Plus de 70 % des nouvelles capacités de calcul proviennent des régions de l'ouest, tandis qu'environ 80 % des capacités de calcul intelligentes proviennent des pôles du projet « Données à l'est, calcul à l'ouest ».

Avec le 15e Plan quinquennal de la Chine, lancé en 2026, ce projet entre dans sa prochaine phase : la mise en place d'un système d'infrastructure de calcul à plusieurs niveaux et d'un réseau national intégré de puissance de calcul.

Source: cgtnc



Union africaine-CEDEAO : Pour une intégration régionale renforcée



Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a reçu les lettres de créance de l'ambassadeur Abdou Kolley, représentant permanent et chef du Bureau de liaison de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) auprès de l'organisation continentale. Cette rencontre a permis de réaffirmer la volonté commune des deux institutions de renforcer leur coopération.

À cette occasion, Mahmoud Ali Youssouf a salué le rôle précurseur de la CEDEAO dans le processus d'intégration africaine. Il a notamment mis en exergue les avancées enregistrées par l'organisation sous-régionale en matière de libre circulation des personnes, de suppression des visas et d'interconnexion énergétique.

Le président de la Commission de l'Union africaine a également souligné la contribution de la CEDEAO à la promotion de la paix et de la sécurité, notamment à travers sa Force en attente, destinée à répondre aux crises susceptibles de compromettre la stabilité régionale.

Pour sa part, l'ambassadeur Abdou Kolley a rappelé l'engagement constant de la CEDEAO auprès des différents départements de la Commission de l'Union africaine. Il a insisté sur les efforts déployés pour préserver les acquis communautaires et garantir la libre circulation des personnes dans l'espace ouest-africain.

Le diplomate a également réaffirmé que l'intégration régionale constitue un processus progressif et continu, dont les populations doivent demeurer les principales bénéficiaires.

Dans un contexte ouest-africain marqué par d'importantes recompositions géopolitiques et institutionnelles, la préservation des acquis communautaires représente un enjeu majeur pour les populations, particulièrement en matière de mobilité, d'échanges commerciaux et de coopération économique.

Au terme de leurs échanges, Mahmoud Ali Youssouf et Abdou Kolley ont renouvelé leur engagement à approfondir la collaboration entre l'Union africaine et la CEDEAO, conformément aux ambitions de l'Agenda 2063.

Cette coopération s'inscrit dans la perspective de l'édification d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, fondée sur la solidarité entre les peuples et le développement partagé.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Ligue 1 Pro Orange : La FEMAFOOT récompense les supporters



La Fédération malienne de football (FEMAFOOT) a procédé, le mardi 24 novembre 2026, à son siège à Bamako, à la remise de récompenses aux lauréats des jeux-concours et tirages au sort organisés en marge des troisième et quatrième journées du championnat national de Ligue 1 Pro Orange. Cette initiative vise à renforcer l'engouement du public autour du football national.

La cérémonie de remise des récompenses s'est déroulée sous la présidence de Bassala Touré, premier vice-président de la FEMAFOOT, en présence de Fagnéry Diarra, président de la Commission centrale du développement technique, et d'Abba Mahamane, secrétaire général de l'instance dirigeante du football malien.

Ces jeux-concours et tirages au sort avaient été organisés à l'occasion de deux rencontres du championnat national, opposant respectivement Binga AC au Djoliba AC, lors de la troisième journée, et le Stade Malien de Bamako à Binga AC, dans le cadre de la quatrième journée.

Les détenteurs des tickets d'entrée portant les numéros 0451, 2724 et 2791, désignés à l'issue des tirages au sort, ont reçu des maillots. Parmi les heureux bénéficiaires figurent Djonké Kanouté et Sékou Diagouraga.

Quant aux lauréats des jeux-concours, il s'agit d'Aly Kouyaté du Djoliba AC, de Chérif Oumar Haïdara du Stade Malien et d'Ibrahima Coulibaly de Binga FC. Chacun d'entre eux a reçu un ballon de football.

À travers cette initiative, la Fédération malienne de football entend encourager la fréquentation des stades, fidéliser les supporters et contribuer à l'animation du championnat national. Elle participe également au rapprochement entre les instances dirigeantes du football, les clubs et leurs sympathisants.

Dans un contexte où la mobilisation du public constitue un enjeu majeur pour le développement du football local, ces actions promotionnelles représentent un moyen de susciter davantage d'intérêt pour la Ligue 1 Pro Orange et de renforcer l'attractivité des compétitions nationales.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

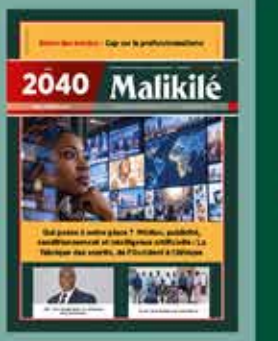
Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com